



**COMMISSION EUROPEENNE**

**Direction Générale des Ressources humaines et sécurité**

## **Introduction AIACE Belgique**

### **Naviguer dans les démarches après le décès d'un pensionné**

La perte d'un proche pensionné de la Commission européenne implique des démarches spécifiques et des droits particuliers.

- **Mise à jour des données personnelles** : Crucial pour garantir la bonne communication avec l'Institution.
- **Procédures administratives** : Notification du décès, collecte des documents, démarches auprès des autorités et de la Commission.
- **Droits financiers** : Indemnité funéraire, pensions de survie et d'orphelin, allocations familiales.
- **Maintien des prestations** : Couverture santé, fiscalité spécifique, soutien psycho-social.

Comprendre ces étapes permet d'agir rapidement et de sécuriser les droits des ayants droit dans une période difficile.

Lien vers que faire en cas de décès

[https://digit.service-now.com/asc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064567](https://digit.service-now.com/asc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064567)

## **DISPOSITIONS EN CAS DE DÉCÈS D'UN PENSIONNÉ**

**NL page 9**

**DE page 18**

**EN page 26**

## TOUS LES RENSEIGNEMENTS UTILES

Faire face à un décès est une étape difficile. En plein désarroi, on doit réaliser une série de formalités administratives et faire face à des conséquences financières auxquelles on n'avait peut-être jamais pensé.

Cette situation est encore plus complexe pour les familles qui ne connaissent pas le fonctionnement de la Commission européenne.

Cette brochure a été conçue pour vous, pensionné de la Commission, ainsi que pour vos proches.

Elle regroupe tous les renseignements utiles en cas de décès d'un pensionné (conformément aux [règles statutaires](#)).

### QUI PRÉVENIR À LA COMMISSION EUROPÉENNE ?

Le service pensions enverra aux ayants droit les renseignements nécessaires :

- les documents à remplir: formulaires des coordonnées personnelles et bancaires
- les documents à fournir: acte de décès et le cas échéant les coordonnées du notaire chargé de la liquidation de la succession
- les informations utiles sur les services à la disposition des ayants droit (caisse maladie, services sociaux).

#### STAFF CONTACT

Tél: +32 229 11 111

#### Service Pensions

Tél: +32 229 11 111

## SOMMAIRE

1.	L'IMPORTANCE DE METTRE A JOUR VOS DONNÉES PERSONELLES .....	3
2.	QUELLES SONT LES DÉMARCHES HABITUELLES APRÈS UN DÉCÈS ? .....	3
3.	QUELS DOCUMENTS TRANSMETTRE À LA COMMISSION EUROPÉENNE ? .....	3
4.	L'INSTITUTION PARTICIPE-T-ELLE AUX FRAIS FUNÉRAIRES ? .....	4
5.	QUE DEVIENT LA PENSION DU DÉFUNT ? .....	4
6.	COMMENT OBTENIR UNE PENSION DE SURVIE ? .....	4
7.	COMMENT OBTENIR UNE PENSION D'ORPHELIN ?.....	5
8.	QUE DEVIENNENT LES ALLOCATIONS FAMILIALES VERSÉES PAR L'INSTITUTION ?.....	5
9.	LA COUVERTURE ASSURANCE MALADIE EST-ELLE MAINTENUE ? .....	6
10.	AIDE FINANCIÈRE AU RETOUR VERS LE LIEU D'ORIGINE ? .....	6
11.	LE CONJOINT SURVIVANT, LES ORPHELINS ET LA FISCALITÉ .....	6
12.	SOUTIEN PSYCHO-SOCIAL .....	7

## **1. L'IMPORTANCE DE METTRE A JOUR VOS DONNÉES PERSONELLES**

En cas d'urgence, l'Institution doit pouvoir vous contacter ou contacter vos proches. D'où l'importance de mettre régulièrement à jour vos données personnelles, telles que votre adresse privée, numéro de téléphone privé, numéro de téléphone de la personne à contacter en cas d'urgence, etc.

Il vous suffit d'accéder à la base de données qui les contient et de faire les modifications nécessaires, en toute confidentialité, via <http://www.cc.cec/SYSPER2/per/viewPerson.do#>.

Vous pouvez également en informer le PMO par téléphone au numéro +32 229 11 111.

## **2. QUELLES SONT LES DÉMARCHES HABITUELLES APRÈS UN DÉCÈS ?**

La législation peut varier d'un pays à l'autre mais de manière générale, les démarches à suivre à la suite d'un décès sont les suivantes :

- Contacter un entrepreneur de pompes funèbres pour l'organisation des funérailles. Cette personne pourra vous aider à prendre de nombreuses dispositions.
- Informer les instances concernées: autorités communales, consulat, Commission, etc.
- Demander un acte de décès auprès de l'autorité compétente. Les pompes funèbres peuvent généralement s'en charger à votre demande.
- Demander au médecin, qui a constaté le décès, un certificat précisant la cause du décès.
- Contacter un notaire pour les démarches liées à la succession.

## **3. QUELS DOCUMENTS TRANSMETTRE À LA COMMISSION EUROPÉENNE ?**

Transmettre dès que possible au service social:

- L'acte de décès
- Les coordonnées privées et bancaires du conjoint survivant et des orphelins à charge au moyen des formulaires "entité légale" et "signalétique financier" transmis par le service social ou téléchargeables en cliquant sur les liens suivants:
  - [https://commission.europa.eu/publications/financial-identification\\_fr](https://commission.europa.eu/publications/financial-identification_fr)
  - [https://commission.europa.eu/publications/legal-entities\\_fr](https://commission.europa.eu/publications/legal-entities_fr)
- Copie de la carte d'identité de tous les ayants droit
- Le certificat d'inscription scolaire des enfants à charge au moment du décès s'ils sont âgés entre 18 et 25 ans inclus, si enfant encore à charge. À noter que ce certificat sera redemandé chaque année.

#### 4. L'INSTITUTION PARTICIPE-T-ELLE AUX FRAIS FUNÉRAIRES ?

En cas de décès, le Régime Commun d'Assurance Maladie prévoit le versement d'une indemnité pour frais funéraires, d'un montant de 2350 €.

NB: L'indemnité funéraire ne peut pas servir à compenser les montants dus par l'affilié au RCAM, sauf accord de l'affilié ou de ses ayants droit, si le défunt est l'affilié.

##### Le service compétent:

###### **PMO RCAM - Indemnité funéraire**

Adresse postale: Commission européenne / RCAM - Indemnité funéraire - 1049 Bruxelles

Téléphone: **+32 229 11 111**

de 9 h 30 à 12 h 30

e-mail: [PMO-RCAM-BRU-FRAIS-FUNERAIRES@ec.europa.eu](mailto:PMO-RCAM-BRU-FRAIS-FUNERAIRES@ec.europa.eu)

En interne:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064567](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064567)

#### 5. QUE DEVIENT LA PENSION DU DÉFUNT ?

La pension du défunt continue à être versée, au conjoint survivant, sinon aux enfants à charge, jusqu'à la fin du troisième mois suivant celui du décès. (Art. 70 du Statut)

À défaut de conjoint survivant ou d'enfant(s) à charge, ce versement n'a pas lieu.

##### Le service compétent:

###### **PMO Pensions**

Téléphone: **+32 229 11 111**

#### 6. COMMENT OBTENIR UNE PENSION DE SURVIE ?

La pension de survie est accordée sous certaines conditions ([Annexe VIII chapitre 4 du Statut](#)):

- au conjoint du défunt, si le mariage légal est contracté depuis au moins 5 ans avant le décès.
- au conjoint divorcé, si bénéficiant d'une pension alimentaire du défunt.

Les partenariats non matrimoniaux enregistrés sont assimilés au mariage sur ce point s'ils peuvent remplir toutes les conditions de [l'article 1 de l'annexe VII du Statut](#), et notamment s'ils n'ont pas accès au mariage légal dans un État membre.

La pension de survie :

- est due à partir du quatrième mois suivant celui du décès;
- est payée en fin de mois, au lieu du 15 de chaque mois applicable pour la rémunération;
- prend fin en cas de remariage.

**Le service compétent:**

**PMO Survie**

Téléphone: : **+32 229 11 111**

de 9 h 30 à 12 h 30

e-mail: [PMO-SURVIE@ec.europa.eu](mailto:PMO-SURVIE@ec.europa.eu)

En interne:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064204](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064204)

## **7. COMMENT OBTENIR UNE PENSION D'ORPHELIN ?**

Une pension d'orphelin est accordée aux enfants à charge au moment du décès et jusqu'au mois d'anniversaire de leurs 26 ans s'ils sont étudiants. ( )

En cas de handicap d'un enfant, la pension peut dans certains cas être maintenue au-delà.

**Le service compétent:**

**PMO Survie**

Téléphone: **+32 229 11 111**

de 9 h 30 à 12 h 30

e-mail: [PMO-SURVIE@ec.europa.eu](mailto:PMO-SURVIE@ec.europa.eu)

En interne:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0063719](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0063719)

## **8. QUE DEVIENNENT LES ALLOCATIONS FAMILIALES VERSÉES PAR L'INSTITUTION ?**

En cas d'octroi d'une pension de survie au conjoint survivant, celui-ci bénéficie des allocations familiales pour les enfants à charge au moment du décès sous les mêmes conditions que le défunt, ainsi qu'une double allocation "enfant à charge" par orphelin. ( [Art. 67](#))

**Le service compétent:**

**PMO Pensions – Allocations familiales**

Téléphone: : **+32 229 11 111**

de 9 h 30 à 12 h 30

e-mail: [PMO-PENSIONS-ALLOCATIONS-FAMILIALES@ec.europa.eu](mailto:PMO-PENSIONS-ALLOCATIONS-FAMILIALES@ec.europa.eu)

## 9. LA COUVERTURE ASSURANCE MALADIE EST-ELLE MAINTENUE ?

Le conjoint titulaire d'une pension de survie et qui n'était pas déjà affilié au RCAM de son propre chef, devient automatiquement affilié au RCAM à titre primaire dès son veuvage. En effet, l'affiliation au RCAM est obligatoire et la cotisation de l'ayant droit est calculée sur la base de la pension de survie.

Les titulaires d'une pension de survie qui sont déjà bénéficiaires d'une couverture par un système de sécurité sociale peuvent, s'ils le souhaitent, continuer à utiliser ce même système et recourir au RCAM en régime complémentaire. ([Art. 72 du Statut](#))

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064253](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064253)

### Le service compétent:

#### **PMO Régime Commun d'Assurance Maladie (RCAM)**

Téléphone: : **+32 229 11 111**

de 9h30 à 12h30

En interne: [https://digit.service-now.com/esc?id=sc\\_cat\\_item&sys\\_id=712ee6001beea518bd075465604bcbd9](https://digit.service-now.com/esc?id=sc_cat_item&sys_id=712ee6001beea518bd075465604bcbd9)

## 10. AIDE FINANCIÈRE AU RETOUR VERS LE LIEU D'ORIGINE ?

Pour les personnes ayant cessé leur activité à la Commission dans les 3 ans précédant le décès, pour les affaires des ayants droit et celles du défunt, depuis le dernier lieu d'affectation vers le lieu d'origine, ou vers un lieu qui se trouve à une distance équivalente ou moindre.

Les frais remboursables sont déterminés sur base d'un devis présenté avant le déménagement et soumis à l'accord du service responsable.

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064668](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064668)

### Le service compétent:

#### **PMO Pensions – Droits à la cessation**

Téléphone: : **+32 229 11 111**

e-mail: [PMO-DEPARTURE-RIGHTS@ec.europa.eu](mailto:PMO-DEPARTURE-RIGHTS@ec.europa.eu)

## 11. LE CONJOINT SURVIVANT, LES ORPHELINS ET LA FISCALITÉ

Sur le patrimoine du défunt, tant mobilier qu'immobilier, des droits de succession seront dus par les héritiers : le notaire de votre choix en charge de la succession vous renseignera.

Sur les pensions payées par les institutions de l'UE, le conjoint survivant et les enfants à charge doivent acquitter l'impôt communautaire. Ces pensions soumises à l'impôt communautaire sont exemptées de tout impôt national dans les États membres.

Cette exemption ne dispense pas de la formalité de déclaration fiscale annuelle obligatoire propre au pays de résidence du bénéficiaire d'une pension.

Possibilité de prendre rendez-vous avec un conseiller juridique.

**Le service compétent:**

**BUREAU D'ACCUEIL**

Téléphone: **+32 2 29 66600 du lundi au vendredi de 9h à 12h et 14h à 16h**

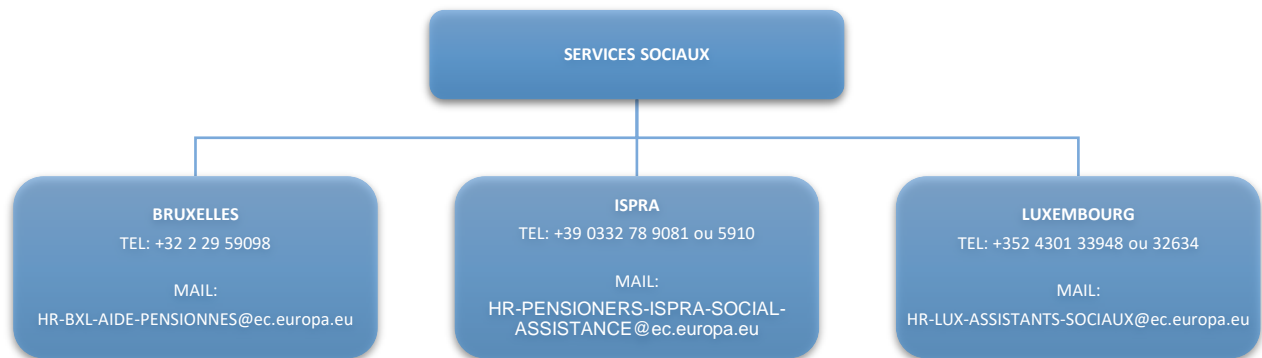
e-mail: [HR-BXL-WELCOME-OFFICE@ec.europa.eu](mailto:HR-BXL-WELCOME-OFFICE@ec.europa.eu)

**12. SOUTIEN PSYCHO-SOCIAL**

En cas de difficultés particulières, les assistants sociaux sont disponibles pour les familles en leur apportant un soutien psychosocial.

Notre but est de chercher ensemble des solutions appropriées dans le cadre de notre Institution et/ou en collaboration avec des services externes et ce, lors de consultations individuelles ou online.

Nous vous encourageons à chercher de l'aide avant que vos difficultés ne s'aggravent. C'est le premier pas pour en venir à bout.



\*\*\*\*\*



**EUROPESE COMMISSIE**  
**Directoraat-generaal Personele middelen en veiligheid**

**NUTTIGE INFORMATIE IN GEVAL VAN OVERLIJDEN  
VAN EEN OUD-AMBTENAAR**

## **NUTTIGE INFORMATIE IN GEVAL VAN OVERLIJDEN VAN EEN OUD-AMBTENAAR**

Het overlijden van een naaste is een moeilijk moment in het leven. In een situatie van totale ontreddeering moeten de nabestaanden een reeks administratieve formaliteiten vervullen en ontdekken zij dat er financiële consequenties zijn waaraan zij wellicht nooit hadden gedacht.

Deze situatie is nog ingewikkelder voor nabestaanden die niet vertrouwd zijn met het functioneren van de Europese Commissie.

Deze brochure is opgesteld voor oud-ambtenaren van de Commissie en hun naaste familie.

U vindt hier alle inlichtingen die nuttig kunnen zijn in geval van overlijden van een oud-ambtenaar (overeenkomstig de [regels van het statuut](#)).

### **WIE MOET WORDEN GEWAARSCHUWD BIJ DE EUROPESE COMMISSIE?**

Onze dienst Pensioenen zal de nabestaanden informatie toezenden met betrekking tot:

- de in te vullen documenten: formulieren voor contactgegevens en bankgegevens;
- de te verstrekken documenten: overlijdensakte en in voorkomend geval de gegevens van de notaris die belast is met de afwikkeling van de nalatenschap;
- de diensten waarop een beroep kan worden gedaan (ziektelkostenverzekering, sociale diensten).

**Diensten van PMO**

Tel.: +32.229.11.111

## INHOUDSOPGAVE

1.	HOUD UW CONTACTGEGEVENS UP-TO-DATE .....	3
2.	WELKE STAPPEN MOET IK ONDERNEMEN NA EEN OVERLIJDEN? .....	3
3.	WELKE DOCUMENTEN MOET IK AAN DE EUROPESE COMMISSIE BEZORGEN? .....	3
4.	WORDEN DE BEGRAFENISKOSTEN VERGOED? .....	4
5.	WAT GEBEURT ER MET HET PENSIOEN VAN DE OVERLEDENE? .....	4
6.	WIE HEEFT RECHT OP EEN NABESTAANDEN-/OVERLEVINGSPENSIOEN? .....	4
7.	WIE HEEFT RECHT OP EEN WEZENPENSIOEN? .....	5
8.	WAT GEBEURT ER MET DE GEZINSTOELAGEN? .....	6
9.	WAT GEBEURT ER MET DE ZIEKTEKOSTENVERZEKERING? .....	6
10.	WORDT ER EEN VERGOEDING BETAALD BIJ TERUGKEER NAAR DE PLAATS VAN HERKOMST? .	6
11.	HOE ZIT HET MET DE BELASTINGDIENST? .....	7
12.	PSYCHOSOCIALE ONDERSTEUNING .....	7

## 1. HOUD UW CONTACTGEGEVENS UP-TO-DATE

In spoedeisende gevallen moet de Europese Commissie contact met u of met uw naaste familie kunnen opnemen. Daarom is het belangrijk dat uw persoonlijke gegevens, zoals uw privéadres, uw privételefoonnummer, het telefoonnummer van uw contactpersoon voor noodgevallen enz., actueel zijn.

U kunt deze gegevens eenvoudig en veilig wijzigen op

<http://www.cc.cec/SYSPER2/per/viewPerson.do#>.

U kunt PMO ook telefonisch op de hoogte brengen op het nummer (+32) 229.11.111.

## 2. WELKE STAPPEN MOET IK ONDERNEMEN NA EEN OVERLIJDEN?

De wetgeving verschilt per land, maar over het algemeen moet u het volgende doen:

- contact opnemen met een begrafenisondernemer, die u zal helpen bij het organiseren van de begrafenis en talrijke andere zaken;
- de bevoegde autoriteiten inlichten (gemeentelijke instanties, consulaat, Europese Commissie of andere);
- een verklaring van overlijden opvragen bij de bevoegde instantie (in de meeste gevallen kan de begrafenisondernemer dit op uw verzoek doen);
- de arts die het overlijden heeft vastgesteld, verzoeken om een medische verklaring betreffende de oorzaak van het overlijden;
- een notaris raadplegen om de nalatenschap af te wikkelen.

## 3. WELKE DOCUMENTEN MOET IK AAN DE EUROPESE COMMISSIE BEZORGEN?

De volgende documenten moeten zo spoedig mogelijk bij de sociale dienst worden ingediend:

- overlijdensakte en eventueel een bewijs van burgerlijke staat op het tijdstip van overlijden;
- contactgegevens en bankgegevens van de overlevende partner en de ten laste komende wezen door middel van de twee formulieren "Juridische entiteit" en "Financiële identificatie" die u van de sociale dienst hebt ontvangen of die u kunt downloaden via de volgende links:
  - [https://commission.europa.eu/publications/financial-identification\\_nl](https://commission.europa.eu/publications/financial-identification_nl)
  - [https://commission.europa.eu/publications/legal-entities\\_nl](https://commission.europa.eu/publications/legal-entities_nl)
- een kopie van de identiteitskaart van elke rechthebbende;

- een bewijs van inschrijving voor het lopende schooljaar voor elk ten laste komend kind dat op het moment van overlijden tussen de 18 en 25 jaar oud is. Dit bewijs moet elk jaar opnieuw worden overgelegd.

#### **4. WORDEN DE BEGRAFENISKOSTEN VERGOED?**

In geval van overlijden wordt een begrafeniskostenvergoeding van 2 350 EUR toegekend in het kader van het gemeenschappelijk stelsel van ziektekostenverzekering (GSZV).

NB: De begrafenisvergoeding mag niet worden gebruikt ter compensatie van aan het GSZV verschuldigde bedragen, tenzij de aangeslotene of de rechthebbenden (in geval van overlijden van de aangeslotene) daarmee instemmen.

##### **Bevoegde dienst:**

###### **PMO GSZV – Indemnité funéraire (Begrafenisvergoeding)**

Correspondentieadres: Europese Commissie / GSZV - Vergoeding begrafeniskosten - 1049

Brussel

Tel.: **+32 229.11.111**

van 9.30 tot 12.30 uur

E-mail: [PMO-RCAM-BRU-FRAIS-FUNERAIRES@ec.europa.eu](mailto:PMO-RCAM-BRU-FRAIS-FUNERAIRES@ec.europa.eu)

Intern:

[https://dieit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0063853](https://dieit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0063853)

#### **5. WAT GEBEURT ER MET HET PENSIOEN VAN DE OVERLEDENE?**

Het pensioen van de overledene wordt tot het eind van de derde maand die volgt op de maand van overlijden doorbetaald aan de overlevende partner of de ten laste komende kinderen (artikel 70 van het statuut).

Wanneer er geen overlevende partner of ten laste komende kinderen zijn, wordt de bezoldiging niet doorbetaald.

##### **Bevoegde dienst:**

###### **PMO Pensioenen**

Tel.: **+32 229.11.111**

#### **6. WIE HEEFT RECHT OP EEN NABESTAANDEN-/OVERLEVINGSPENSIOEN?**

Het nabestaanden-/overlevingspensioen wordt onder bepaalde voorwaarden toegekend ([bijlage VIII, hoofdstuk 4, van het statuut](#)):

- aan de echtgenoot/echtgenote, indien
  - het wettelijk huwelijk vóór de pensionering werd aangegaan en ten minste één jaar heeft geduurd;

- het wettelijk huwelijk na de pensionering werd aangegaan en ten minste vijf jaar heeft geduurd.

- aan de gescheiden echtgenoot/echtgenote, indien die niet hertrouwd is en kan aantonen dat hij/zij op het tijdstip van overlijden recht had op alimentatie ten laste van de overledene.

Geregistreerde partnerschappen buiten het huwelijk worden in dit verband slechts gelijkgesteld met een huwelijk indien aan alle voorwaarden van [artikel 1 van bijlage VII bij het statuut](#) is voldaan, en met name indien de betrokkenen in een lidstaat geen toegang hadden tot het burgerlijk huwelijk.

Het nabestaanden-/overlevingspensioen:

- moet in ieder geval binnen één jaar na de datum van het overlijden worden aangevraagd, anders vervalt het recht ([artikel 42 van bijlage VIII bij het statuut](#));
- wordt betaald vanaf de vierde maand na die van het overlijden, of vanaf de eerste maand na het overlijden wanneer het pensioen aan de voormalige echtgenoot/echtgenote wordt betaald;
- wordt betaald aan het einde van de maand, niet op de 15de, zoals dat voor de bezoldiging het geval is;
- wordt stopgezet wanneer de betrokkene hertrouwt.

#### **Bevoegde dienst:**

##### **PMO Survie (Nabestaandenpensioen)**

Tel.: **+32 229.11.111**

van 9.30 tot 12.30 uur

E-mail: [PMO-SURVIE@ec.europa.eu](mailto:PMO-SURVIE@ec.europa.eu)

Intern:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064224](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064224)

## **7. WIE HEEFT RECHT OP EEN WEZENPENSIOEN?**

Aan kinderen die ten laste van de oud-ambtenaar zijn wanneer deze overlijdt, wordt een wezenpensioen toegekend tot de maand van hun 26e verjaardag indien zij student zijn of een beroepsopleiding volgen ( ).

Voor kinderen met een handicap kan het pensioen in bepaalde gevallen ook nog na die leeftijd worden toegekend (zie [artikel 2 van bijlage VII bij het statuut](#)).

#### **Bevoegde dienst:**

##### **PMO Survie (Nabestaandenpensioen)**

Tel.: **+32 229.11.111**

van 9.30 tot 12.30 uur

E-mail: [PMO-SURVIE@ec.europa.eu](mailto:PMO-SURVIE@ec.europa.eu)

Intern:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064030](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064030)

## 8. WAT GEBEURT ER MET DE GEZINSTOELAGEN?

Personen die een nabestaanden-/overlevingspensioen ontvangen, behouden – onder dezelfde voorwaarden als de overledene – het recht op gezinstoelagen voor de kinderen die een wezenpensioen ontvangen. Tevens krijgen zij een dubbele kindertoelage per wees (overeenkomstig [statuut](#)).

### Bevoegde dienst:

**PMO Pensioenen (Gezinstoelagen)**

Tel.: **+32 229.11.111**

van 9.30 tot 12.30 uur

E-mail: [PMO-PENSIONS-ALLOCATIONS-FAMILIALES@ec.europa.eu](mailto:PMO-PENSIONS-ALLOCATIONS-FAMILIALES@ec.europa.eu)

## 9. WAT GEBEURT ER MET DE ZIEKTEKOSTENVERZEKERING?

Personen die een nabestaanden-/overlevingspensioen ontvangen en die niet zelf verzekerd waren bij het GSZV, genieten vanaf de dag van het overlijden automatisch primaire dekking door het GZSV. De aansluiting bij het GSZV is verplicht en de bijdrage wordt berekend op basis van het nabestaanden-/overlevingspensioen.

Personen die een nabestaanden-/overlevingspensioen ontvangen en die reeds verzekerd zijn in het kader van een nationale socialezekerheidsregeling, kunnen desgewenst deze verzekering behouden en het GSZV als aanvullende verzekering gebruiken ([artikel 72 van het statuut](#)).

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064615](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064615)

### Bevoegde dienst:

**PMO Régime Commun d'Assurance Maladie (RCAM) (GSZV)**

Tel.: **+32 229.11.111**

van 9.30 tot 12.30 uur

Intern: [https://digit.service-now.com/esc?id=sc\\_cat\\_item&sys\\_id=9b59a647eb6286d41eb4f30e8ad0cd5c](https://digit.service-now.com/esc?id=sc_cat_item&sys_id=9b59a647eb6286d41eb4f30e8ad0cd5c)

## 10. WORDT ER EEN VERGOEDING BETAALD BIJ TERUGKEER NAAR DE PLAATS VAN HERKOMST?

Als de oud-ambtenaar overlijdt binnen drie jaar na beëindiging van de dienst bij de Commissie, wordt een vergoeding betaald voor de verhuizing van zijn goederen en die van de rechthebbenden van de laatste standplaats naar de plaats van herkomst, of een plaats die even ver of minder ver daarvan verwijderd is.

De vergoeding wordt vastgesteld op basis van een kostenraming die vóór de verhuizing moet worden ingediend en die door de bevoegde dienst moet worden goedgekeurd.

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064737](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064737)

**Bevoegde dienst:**

**PMO Pensions – Droits à la cessation (Pensioenen – Rechten bij beëindiging van de dienst)**

Tel.: **+32 229.11.111**

E-mail: [PMO-DEPARTURE-RIGHTS@ec.europa.eu](mailto:PMO-DEPARTURE-RIGHTS@ec.europa.eu)

## **11. HOE ZIT HET MET DE BELASTINGDIENST?**

De erfgenamen moeten successierechten betalen over zowel de roerende als de onroerende goederen van de overledene; de notaris van uw keuze die belast is met de afwikkeling van de nalatenschap, zal u hierover informeren.

De overlevende partner en de ten laste komende kinderen moeten EU-belasting betalen op de door de EU-instellingen uitgekeerde pensioenen. Bijgevolg zijn deze inkomsten vrijgesteld van nationale belastingen in de EU-lidstaten.

Dit houdt echter niet in dat de pensioengerechtigden zijn vrijgesteld van de verplichte jaarlijkse belastingaangifte in het land waar zij wonen.

Wij bieden u de mogelijkheid om contact op te nemen met een juridisch adviseur van de Commissie.

**Bevoegde dienst:**

**ONTHAALBUREAU**

Tel.: **+32 2 296 66 00** van maandag t/m vrijdag, van 9.00 tot 12.00 en van 14 tot 16 uur

E-mail: [HR-BXL-WELCOME-OFFICE@ec.europa.eu](mailto:HR-BXL-WELCOME-OFFICE@ec.europa.eu)

## **12. PSYCHOSOCIALE ONDERSTEUNING**

Familieleden van de overledene die vanwege specifieke problemen behoefte hebben aan psychosociale ondersteuning, kunnen een beroep doen op onze maatschappelijk werkers.

Zij zullen samen met hen in persoonlijke gesprekken, al dan niet online, op zoek gaan naar een oplossing binnen onze instelling en/of in samenwerking met externe diensten.

Wij raden u aan tijdig hulp te zoeken zodat de problemen niet erger worden. Om hulp vragen is het begin van de oplossing!



\*\*\*\*\*



**EUROPÄISCHE KOMMISSION**  
**Generaldirektion Humanressourcen und Sicherheit**

**BESTIMMUNGEN FÜR DEN FALL DES TODES  
EINES RUHEGEHALTSEMPFÄNGERS**

## ALLE NÜTZLICHEN INFORMATIONEN

Ein Todesfall ist stets ein Ereignis, das schwer zu bewältigen ist. In einer Zeit großer Trauer gilt es, eine Reihe administrativer Formalitäten zu erledigen. Daraus ergeben sich finanzielle Konsequenzen, an die man vielleicht nie gedacht hat.

Noch komplexer ist diese Situation für Angehörige, die mit der Arbeitsweise der Europäischen Kommission nicht vertraut sind.

Diese Broschüre wurde für Sie als Ruhegehaltsempfänger sowie für Ihre Angehörigen erstellt.

Sie enthält alle nützlichen Informationen für den Fall des Todes eines Ruhegehaltsempfängers (gemäß dem [Statut](#)).

### WER IST BEI DER EUROPÄISCHEN KOMMISSION ZU BENACHRICHTIGEN?

Die Dienststelle für Ruhegehälter (auch Versorgungsbezüge oder Pensionen genannt) informiert die Anspruchsberechtigten über

- die auszufüllenden Formulare: Angaben zu Person und Bankverbindung;
- die einzureichenden Unterlagen: Sterbeurkunde und gegebenenfalls Angaben zu dem mit der Abwicklung der Erbschaft beauftragten Notar;
- die den Anspruchsberechtigten zur Verfügung stehenden Dienste (Krankenkasse, Sozialdienst).

**Dienste des PMO**

Tel.: +32 229-11111

## **INHALTSVERZEICHNIS**

1.	AKTUALISIEREN SIE REGELMÄßIG IHRE PERSÖNLICHEN DATEN! .....	3
2.	WAS IST NORMALERWEISE IM TODESFALL ZU ERLEDIGEN?.....	3
3.	WELCHE DOKUMENTE SIND DER EUROPÄISCHEN KOMMISSION ZU ÜBERMITTELN?.....	3
4.	BETEILIGT SICH DIE KOMMISSION AN DEN BESTATTUNGSKOSTEN? .....	4
5.	WAS GESCHIEHT MIT DEM RUHEGEHALT DER VERSTORBENEN PERSON? .....	4
6.	WIE ERHALTE ICH HINTERBLIEBENENBEZÜGE? .....	4
7.	WIE ERHALTE ICH WAISENGELD? .....	5
8.	WAS WIRD AUS DEN VON DEM ORGAN GEZAHLTEN FAMILIENZULAGEN? .....	6
9.	BLEIBT DER KRANKENVERSICHERUNGSSCHUTZ ERHALTEN? .....	6
10.	FINANZIELLE UNTERSTÜTZUNG FÜR DIE RÜCKKEHR AN DEN HERKUNFTSORT .....	6
11.	STEUERFRAGEN .....	7
12.	UNTERSTÜTZUNG IN PSYCHOLOGISCHER UND SOZIALER HINSICHT .....	7

## **1. AKTUALISIEREN SIE REGELMÄßIG IHRE PERSÖNLICHEN DATEN!**

Im Notfall muss die Kommission Sie oder Ihre Angehörigen kontaktieren können. Deshalb ist es wichtig, dass Sie Ihre persönlichen Daten – wie Ihre private Anschrift und Telefonnummer, die Telefonnummer der im Notfall zu benachrichtigenden Person usw. – regelmäßig auf den neuesten Stand bringen.

Dazu müssen Sie lediglich die vertraulichen Daten auf nachstehender Website entsprechend ändern: <http://www.cc.cec/SYSPER2/per/viewPerson.do#>

Sie haben auch die Möglichkeit, das PMO telefonisch unter der Nummer +32 229-11111 zu benachrichtigen.

## **2. WAS IST NORMALERWEISE IM TODESFALL ZU ERLEDIGEN?**

Die maßgeblichen Rechtsvorschriften können sich von Land zu Land unterscheiden, in der Regel sind im Todesfall aber folgende Schritte erforderlich:

- Wenden Sie sich für die Bestattung an ein Bestattungsunternehmen. Es kann Ihnen bei vielen Erledigungen behilflich sein.
- Informieren Sie die zuständigen Stellen: Gemeinde, Konsulat, Kommission usw.
- Beantragen Sie eine Sterbeurkunde bei der zuständigen Behörde. Auf Wunsch übernimmt dies das Bestattungsinstitut für Sie.
- Beantragen Sie eine Bescheinigung der Todesursache bei dem Arzt, der den Tod festgestellt hat.
- Wenden Sie sich für die Nachlassregelung an einen Notar.

## **3. WELCHE DOKUMENTE SIND DER EUROPÄISCHEN KOMMISSION ZU ÜBERMITTELN?**

Bitte leiten Sie folgende Dokumente baldmöglichst an den Sozialdienst weiter:

- Sterbeurkunde sowie ggf. einen Nachweis über den Familienstand zum Zeitpunkt des Todes
- Anschrift und Bankdaten des überlebenden Ehegatten und der unterhaltsberechtigten Waisen unter Verwendung der Formulare zum Rechtsträger und zu den Finanzangaben, die vom Sozialdienst übermittelt werden oder über folgende Links heruntergeladen werden können:
  - [https://commission.europa.eu/publications/financial-identification\\_de](https://commission.europa.eu/publications/financial-identification_de)
  - [https://commission.europa.eu/publications/legal-entities\\_de](https://commission.europa.eu/publications/legal-entities_de)
- Kopie des Personalausweises aller Anspruchsberechtigten
- Bescheinigung über Ausbildung/Studium für unterhaltsberechtigten Kinder, sofern sie (zum Zeitpunkt des Todes des Ruhegehaltsempfängers) zwischen 18 und 25 Jahre alt sind (diese Bescheinigung muss jedes Jahr erneut vorgelegt werden)

#### **4. BETEILIGT SICH DIE KOMMISSION AN DEN BESTATTUNGSKOSTEN?**

Im Todesfall sieht das Gemeinsame Krankheitsfürsorgesystem (GKFS, engl. JSIS, frz. RCAM) ein Bestattungsgeld in Höhe von 2 350 EUR vor.

Bitte beachten Sie: Das Bestattungsgeld darf nicht zum Ausgleich der vom Mitglied des Gemeinsamen Krankheitsfürsorgesystems geschuldeten Beträge verwendet werden, außer das Mitglied oder seine Rechtsnachfolger stimmen dem zu.

##### **Zuständige Dienststelle:**

###### **PMO GKFS – Bestattungsgeld**

Postanschrift: Europäische Kommission / RCAM - Indemnité funéraire - 1049 Brüssel, Belgien

Tel.: **+32 229-11111**

von 9.30 bis 12.30 Uhr

E-Mail: [PMO-RCAM-BRU-FRAIS-FUNERAIRES@ec.europa.eu](mailto:PMO-RCAM-BRU-FRAIS-FUNERAIRES@ec.europa.eu)

Intern:

[https://dieit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0063853](https://dieit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0063853)

#### **5. WAS GESCHIEHT MIT DEM RUHEGEHALT DER VERSTORBENEN PERSON?**

Das Ruhegehalt der verstorbenen Person wird dem überlebenden Ehegatten bzw. den unterhaltsberechtigten Kindern bis zum Ende des dritten auf den Sterbemonat folgenden Monats weitergezahlt (Art. 70 des Statuts).

Gibt es weder einen überlebenden Ehegatten noch unterhaltsberechtignte Kinder, erfolgt diese Zahlung nicht.

##### **Zuständige Dienststelle:**

###### **PMO Pensionen**

Tel.: **+32 229-11111**

#### **6. WIE ERHALTE ICH HINTERBLIEBENENBEZÜGE?**

Folgende Personen erhalten unter bestimmten Voraussetzungen Hinterbliebenenbezüge ([Anhang VIII Kapitel 4 des Statuts](#)):

- der Ehegatte der verstorbenen Person, wenn
  - die gesetzliche Ehe vor dem Renteneintritt geschlossen wurde und mindestens ein Jahr lang bestanden hat,
  - die gesetzliche Ehe nach dem Renteneintritt geschlossen wurde und mindestens fünf Jahre lang bestanden hat.
- der geschiedene Ehegatte, sofern er nicht erneut geheiratet hat und nachweisen kann, dass er zum Zeitpunkt des Todes des Ruhegehaltsempfängers Anspruch auf Unterhaltszahlungen zu dessen Lasten hatte.

Eingetragene nichteheliche Partnerschaften werden in diesem Zusammenhang nur dann der Ehe gleichgestellt, wenn sie alle Voraussetzungen nach [Anhang VII Artikel 1 des Statuts](#) erfüllen, insbesondere wenn für die Partner in einem Mitgliedstaat die Möglichkeit der gesetzlichen Eheschließung nicht bestand.

Hinterbliebenenbezüge

- müssen unbedingt innerhalb des Jahres, das auf den Tod folgt, beantragt werden, da der Anspruch darauf sonst erlischt ([Anhang VIII Artikel 42 des Statuts](#)),
- werden ab dem vierten Monat, der auf den Tod folgt, bzw. bei Hinterbliebenenbezügen für frühere Ehegatten ab dem ersten Monat, der auf den Tod folgt, gezahlt,
- werden am Monatsende gezahlt (statt wie die Dienstbezüge am 15. jedes Monats),
- werden im Falle einer Wiederverheiratung nicht mehr gezahlt.

#### **Zuständige Dienststelle:**

**PMO Hinterbliebene**

Tel.: **+32 229-11111**

von 9.30 bis 12.30 Uhr

E-Mail: [PMO-SURVIE@ec.europa.eu](mailto:PMO-SURVIE@ec.europa.eu)

Intern:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064224](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064224)

## **7. WIE ERHALTE ICH WAISENGELD?**

Waisengeld erhalten Kinder, die zum Zeitpunkt des Todes des Ruhegehaltsempfängers unterhaltsberechtig sind, höchstens bis zu dem Monat, in dem sie das 26. Lebensjahr vollenden, sofern sie sich in einer Schul- oder Berufsausbildung bzw. einem Studium befinden. ( )

Hat ein Kind eine Behinderung, können die Hinterbliebenenbezüge in bestimmten Fällen über das Alter von 26 Jahren hinaus weitergezahlt werden (siehe die Voraussetzungen in [Anhang VII Artikel 2 des Statuts](#)).

#### **Zuständige Dienststelle:**

**PMO Hinterbliebene**

Tel.: **+32 229-11111**

von 9.30 bis 12.30 Uhr

E-Mail: [PMO-SURVIE@ec.europa.eu](mailto:PMO-SURVIE@ec.europa.eu)

Intern:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064030](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064030)

## 8. WAS WIRD AUS DEN VON DEM ORGAN GEZAHLTEN FAMILIENZULAGEN?

Erhält der überlebende Ehegatte eine Hinterbliebenenversorgung, so erhält er unter den gleichen Voraussetzungen wie der verstorbene Ehegatte Familienzulagen für die Kinder, die Anspruch auf Waisengeld haben; die Zulage für unterhaltsberechtignte Kinder wird nach [Artikel 67 des Statuts](#) verdoppelt.

### Zuständige Dienststelle:

**PMO Pensionen – Familienzulagen**

Tel.: **+32 229-11111**

von 9.30 bis 12.30 Uhr

E-Mail: [PMO-PENSIONS-ALLOCATIONS-FAMILIALES@ec.europa.eu](mailto:PMO-PENSIONS-ALLOCATIONS-FAMILIALES@ec.europa.eu)

## 9. BLEIBT DER KRANKENVERSICHERUNGSSCHUTZ ERHALTEN?

Ein Ehegatte, der eine Hinterbliebenenversorgung bezieht und nicht bereits von sich aus Mitglied des GKFS ist, wird als Witwe/Witwer automatisch primär dem GKFS angeschlossen. Die Mitgliedschaft im GKFS ist Pflicht, und der Beitrag des Anspruchsberechtigten wird auf der Grundlage der Hinterbliebenenbezüge berechnet.

Empfänger einer Hinterbliebenenrente, die bereits durch ein anderes Sozialversicherungssystem versichert sind, können dieses System weiterhin in Anspruch nehmen und das GKFS als Zusatzversicherung nutzen, wenn sie dies wünschen ([Art. 72 des Statuts](#))

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064615](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064615)

### Zuständige Dienststelle:

**PMO Gemeinsames Krankheitsfürsorgesystem (GKFS)**

Tel.: **+32 229-11111**

von 9.30 bis 12.30 Uhr

Intern: [https://digit.service-now.com/esc?id=sc\\_cat\\_item&sys\\_id=712ee6001beea518bd075465604bcbd9](https://digit.service-now.com/esc?id=sc_cat_item&sys_id=712ee6001beea518bd075465604bcbd9)

## 10. FINANZIELLE UNTERSTÜTZUNG FÜR DIE RÜCKKEHR AN DEN HERKUNFTSORT

Bei Personen, die innerhalb von drei Jahren nach ihrem Ausscheiden aus dem Dienst bei der Kommission sterben, wird eine finanzielle Unterstützung für die Überführung ihrer persönlichen Gegenstände sowie der persönlichen Gegenstände der Hinterbliebenen vom letzten Dienort zum Herkunftsort oder zu einem Ort, der sich in gleicher oder geringerer Entfernung befindet, gezahlt.

Die erstattungsfähigen Kosten werden auf der Grundlage eines Kostenvoranschlags ermittelt, der vor dem Umzug vorzulegen ist und von der zuständigen Dienststelle genehmigt werden muss.

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064737](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064737)

### Zuständige Dienststelle:

## **PMO Pensionen – Ansprüche bei Ausscheiden aus dem Dienst**

Tel.: **+32 229-11111**

E-Mail: [PMO-DEPARTURE-RIGHTS@ec.europa.eu](mailto:PMO-DEPARTURE-RIGHTS@ec.europa.eu)

### **11. STEUERFRAGEN**

Auf das bewegliche und unbewegliche Vermögen der verstorbenen Person müssen die Erben Erbschaftsteuer zahlen: Ihr mit der Nachlassverwaltung beauftragter Notar wird Sie diesbezüglich informieren.

Auf die Hinterbliebenenbezüge, die von den EU-Organen gezahlt werden, müssen der überlebende Ehegatte und die unterhaltsberechtigten Kinder die Gemeinschaftssteuer entrichten. Die der Gemeinschaftssteuer unterliegenden Bezüge sind in den EU-Mitgliedstaaten von allen nationalen Steuern befreit.

Die Befreiung entbindet nicht von der im jeweiligen Wohnsitzland des Empfängers der Bezüge geltenden Pflicht, eine jährliche Steuererklärung abzugeben.

Sie haben die Möglichkeit, einen Termin mit einem Rechtsberater bei der Kommission zu vereinbaren.

#### **Zuständige Dienststelle:**

##### **EMPFANGSBÜRO**

Tel.: **+32 229-66600 (Montag bis Freitag 9.30 bis 12.30 Uhr und 14 bis 16 Uhr)**

E-Mail: [HR-BXL-WELCOME-OFFICE@ec.europa.eu](mailto:HR-BXL-WELCOME-OFFICE@ec.europa.eu)

### **12. UNTERSTÜTZUNG IN PSYCHOLOGISCHER UND SOZIALER HINSICHT**

Bei besonderen Schwierigkeiten können Sie mit dem Sozialdienst Kontakt aufnehmen. Seine Mitarbeiter stehen zur Verfügung, um betroffene Familien in psychologischer und sozialer Hinsicht zu unterstützen.

Ziel ist es, gemeinsam Lösungen zu finden, und zwar im Rahmen der Kommission und/oder in Zusammenarbeit mit externen Diensten. Dazu vergeben wir Präsenz- oder Online-Beratungstermine.

Es ist auf jeden Fall sinnvoll, rechtzeitig Hilfe zu suchen, bevor die Schwierigkeiten größer werden. Ein Beratungstermin ist der erste Schritt, um damit fertig zu werden.





**EUROPEAN COMMISSION**  
**Directorate-General for Human Resources and Security**

**ARRANGEMENTS IN THE EVENT OF THE DEATH  
OF A RETIREE**

May 2024

## WHAT YOU NEED TO KNOW

Dealing with the loss of a loved one is never easy. During this turbulent time, the bereaved must carry out a series of administrative formalities and may also face previously unimagined financial difficulties.

This situation can be even more difficult for families who do not know how the European Commission works.

This leaflet has been written not only for you, our retired Commission staff, but also for your loved ones.

It sets out all the information you would need when a retired staff member dies (in accordance with the [Staff Regulations](#)).

### WHOM DO I INFORM AT THE EUROPEAN COMMISSION?

The Pensions Department will send the necessary information to the surviving dependants:

- documents to be filled in: forms notifying personal and bank account details;
- documents to be provided: the death certificate and, where necessary, details of the notary handling the estate;
- useful information on the services available to surviving dependants (sickness insurance, social services).

**Pensions Department**

Tel.: +32 2 29 11111

## CONTENTS

1.	THE IMPORTANCE OF KEEPING YOUR PERSONAL DATA UP TO DATE .....	3
2.	WHAT ARE THE USUAL ADMINISTRATIVE STEPS TO BE TAKEN WHEN SOMEONE DIES? .....	3
3.	WHAT DOCUMENTS DO I NEED TO PROVIDE TO THE EUROPEAN COMMISSION? .....	3
4.	DOES THE COMMISSION HELP WITH FUNERAL COSTS? .....	4
5.	WHAT HAPPENS TO THE DECEASED'S PENSION? .....	4
6.	HOW DO I OBTAIN A SURVIVOR'S PENSION? .....	4
7.	HOW DO I OBTAIN AN ORPHAN'S PENSION? .....	5
8.	WHAT HAPPENS TO THE FAMILY ALLOWANCES PAID BY THE COMMISSION? .....	5
9.	WILL I STILL HAVE SICKNESS INSURANCE COVER? .....	6
10.	FINANCIAL ASSISTANCE FOR RETURNING TO THE PLACE OF ORIGIN.....	6
11.	SURVIVING SPOUSE, CHILDREN AND TAX AUTHORITIES .....	7
12.	PSYCHOSOCIAL SUPPORT .....	7

## **1. THE IMPORTANCE OF KEEPING YOUR PERSONAL DATA UP TO DATE**

In case of emergency, the Commission must be able to contact you or your loved ones. This is why it is so important to regularly update personal information such as your private address and telephone number, your emergency contact's telephone number, etc.

All you have to do is go to the database (<http://www.cc.cec/SYSPER2/per/viewPerson.do>) and make the necessary changes. Your information will be treated with complete confidentiality.

You can also inform the PMO by telephone on +32 229 11 111.

## **2. WHAT ARE THE USUAL ADMINISTRATIVE STEPS TO BE TAKEN WHEN SOMEONE DIES?**

Legislation can vary from country to country, but when someone dies the family must usually:

- contact a funeral director to organise the funeral. This person will be able to help you make the necessary arrangements;
- notify the relevant bodies: the municipal authorities, the consulate, the Commission, etc.;
- request a death certificate from the authority responsible; funeral directors will usually do this upon request;
- request the death certificate from the doctor who confirmed the cause of death;
- contact a notary to handle the formalities linked to the estate.

## **3. WHAT DOCUMENTS DO I NEED TO PROVIDE TO THE EUROPEAN COMMISSION?**

You should submit the following documents to the social welfare department as soon as possible:

- the death certificate and where applicable, proof of marital status at the time of death;
- the private contact details and bank account details of the surviving spouse and dependent children. These are to be provided using the 'legal entity' and 'financial identification' forms, which will be sent by the social welfare department or can be downloaded by clicking on the following links:
  - [https://commission.europa.eu/publications/financial-identification\\_fr](https://commission.europa.eu/publications/financial-identification_fr)
  - [https://commission.europa.eu/publications/legal-entities\\_fr](https://commission.europa.eu/publications/legal-entities_fr)
- copies of the identity cards of all the surviving dependants;
- school enrolment certificates for the children recognised as dependants when the death occurred, including if they are aged 18 to 25 and are still recognised as dependants. Please note that this certificate will be requested each year.

#### **4. DOES THE COMMISSION HELP WITH FUNERAL COSTS?**

In the event of death, the Joint Sickness Insurance Scheme provides for an allowance of EUR 2 350 to help cover funeral costs.

NB: Please note: any amounts owed to JSIS by a JSIS member cannot be offset against the funeral allowance, except with the agreement of the JSIS member or of the surviving dependants if the member is the deceased person.

##### **Department responsible:**

###### **PMO JSIS – Funeral Allowance**

Postal address: European Commission / JSIS – Funeral allowance, 1049 Brussels

Telephone: **+32 2 29 11111**

from 09:30 to 12:30

Email: [PMO-RCAM-BRU-FRAIS-FUNERAIRES@ec.europa.eu](mailto:PMO-RCAM-BRU-FRAIS-FUNERAIRES@ec.europa.eu)

Within the Commission:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0063853](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0063853)

#### **5. WHAT HAPPENS TO THE DECEASED’S PENSION?**

The deceased’s salary will continue to be paid to the surviving spouse or dependent children until the end of the third month following the death. (Article 70 of the Staff Regulations)

If the deceased has no surviving spouse or dependent children, this payment will not be made.

##### **Department responsible:**

###### **PMO Pensions**

Telephone: **+32 2 29 11111**

#### **6. HOW DO I OBTAIN A SURVIVOR’S PENSION?**

The following persons are eligible for a survivor’s pension, under certain conditions ([Chapter 4 of Annex VIII to the Staff Regulations](#)):

- the deceased’s spouse, if:
  - the legal marriage took place before retirement and lasted for at least 1 year
  - the legal marriage took place after retirement and lasted for at least 5 years
- the divorced spouse who has not remarried and can prove that they were entitled to maintenance from the deceased at the time of death.

A registered non-marital partner benefits from the same rights as a married spouse in this respect only if the partnership meets all the conditions set out in [Article 1 of Annex VII to the Staff Regulations](#), and in particular if the partners could not officially marry in a Member State.

A survivor's pension:

- must be requested in the year of death. Failure to do so will result in the entitlement being forfeited ([Article 42 of Annex VIII to the Staff Regulations](#));
- is to be paid from the fourth month following the month of death or from the first month after death in the case of pensions paid to former spouses;
- is paid at the end of the month, not on the 15th of the month as is the case for salaries;
- ceases to be paid if the surviving spouse remarries.

**Department responsible:**

**PMO – Survivors**

Telephone: : **+32 2 29 11111**

from 09:30 to 12:30

Email: [PMO-SURVIE@ec.europa.eu](mailto:PMO-SURVIE@ec.europa.eu)

Within the Commission:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064224](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064224)

## **7. HOW DO I OBTAIN AN ORPHAN'S PENSION?**

Children recognised as dependants when the death occurred will receive an orphan's pension. This pension will be paid until the month of their 26th birthday at the latest, provided they are students or enrolled in vocational training.)

In the event of a child's disability, the pension may in certain cases continue to be granted beyond the age of 26 (see [Article 2 of Annex VII to the Staff Regulations](#)).

**Department responsible:**

**PMO – Survivors**

Telephone: **+32 2 29 11111**

from 09:30 to 12:30

Email: [PMO-SURVIE@ec.europa.eu](mailto:PMO-SURVIE@ec.europa.eu)

Within the Commission:

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064030](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064030)

## **8. WHAT HAPPENS TO THE FAMILY ALLOWANCES PAID BY THE COMMISSION?**

If the surviving spouse is granted a survivor's pension, family allowances will also be paid for children recognised as dependants when the death occurred, under the same conditions as they were paid to the deceased. Furthermore, the dependent child allowance paid for each child will be doubled ([of Annex VII](#)).

**Department responsible:**

**PMO Pensions – Family allowances**

Telephone: : **+32 2 29 11111**

from 09:30 to 12:30

Email: [PMO-PENSIONS-ALLOCATIONS-FAMILIALES@ec.europa.eu](mailto:PMO-PENSIONS-ALLOCATIONS-FAMILIALES@ec.europa.eu)

**9. WILL I STILL HAVE SICKNESS INSURANCE COVER?**

Spouses who receive a survivor’s pension and were not already JSIS members in their own right automatically qualify for primary cover under the JSIS upon their spouse’s death. In fact, membership with the JSIS is mandatory in this case. The surviving spouse’s contribution is calculated on the basis of their survivor’s pension.

Recipients of a survivor’s pension who are already covered by a social security system may, if they wish, continue to use that system and use the JSIS to top up their cover. ([Article 72 of the Staff Regulations](#))

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064615](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064615)

**Department responsible:**

**PMO – Joint Sickness Insurance Scheme (JSIS)**

Telephone: : **+32 2 29 11111**

from 09:30 to 12:30.

Within the Commission:

[https://digit.service-now.com/esc?id=sc\\_cat\\_item&sys\\_id=712ee6001beea518bd075465604bcbd9](https://digit.service-now.com/esc?id=sc_cat_item&sys_id=712ee6001beea518bd075465604bcbd9)

**10. FINANCIAL ASSISTANCE FOR RETURNING TO THE PLACE OF ORIGIN**

For persons who have ceased working at the Commission in the three years preceding the date of death, assistance with removal costs is available for the personal belongings of the surviving dependants and the deceased person, from the last place of employment to the place of origin or a place at an equivalent or shorter distance.

The costs to be refunded are determined on the basis of a quote that must be submitted for the approval of the department responsible before the move takes place.

[https://digit.service-now.com/esc?id=kb\\_article&sysparm\\_article=KB0064737](https://digit.service-now.com/esc?id=kb_article&sysparm_article=KB0064737)

**Department responsible:**

**PMO Pensions – Departure rights**

Telephone: : **+32 2 29 11111**

Email: [PMO-DEPARTURE-RIGHTS@ec.europa.eu](mailto:PMO-DEPARTURE-RIGHTS@ec.europa.eu)

## 11. SURVIVING SPOUSE, CHILDREN AND TAX AUTHORITIES

The heirs will have to pay inheritance tax on the deceased's movable and immovable assets. The notary of your choice handling the estate will be able to tell you more.

The surviving spouse and dependent children must pay Community tax on the pensions paid by the EU institutions. These pensions are exempt from all national taxes in the Member States of the European Union.

However, pension recipients must still file mandatory tax returns in their country of residence.

An appointment can be made with a legal adviser.

### Department responsible:

#### Welcome Office

Telephone: **+32 2 29 66600 (Monday to Friday, 09:00 to 12:00 and 14:00 to 16:00)**

Email: [HR-BXL-WELCOME-OFFICE@ec.europa.eu](mailto:HR-BXL-WELCOME-OFFICE@ec.europa.eu)

## 12. PSYCHOSOCIAL SUPPORT

If there are specific difficulties, social workers are available to families for psychosocial support.

Our goal is to look together for the best solutions within our institution and/or in cooperation with external services, through individual or online consultations.

We encourage you to seek help before your problems get any worse. This is the first step to solving them.



\*\*\*\*\*